



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 21/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC PLASTIQUES

RN 6

ZA LA LOYERE

71530 Fragnes-La Loyère

Références : CP/MV/2025/C_020 Lettre recommandée avec AR N° 1A 209 918 7277 6
Code AIOT : 0005401696

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2024 dans l'établissement PAPREC PLASTIQUES implanté RN 6 ZA LA LOYERE 71530 Fragnes-La Loyère. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 4 décembre 2024 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées qui prévoit notamment la réalisation d'une inspection dans les six mois suivant la signature de l'arrêté préfectoral autorisant le fonctionnement des installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC PLASTIQUES
- RN 6 ZA LA LOYERE 71530 Fragnes-La Loyère
- Code AIOT : 0005401696

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement PAPREC PLASTIQUES de Fragnes-La-Loyère est spécialisé dans le recyclage et la valorisation de déchets de matières plastiques de polypropylène et polyéthylène. Son activité principale consiste à produire des matières plastiques à partir de ces déchets au moyen de différents procédés : broyage, lavage, micronisation, régénération.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registre signalements Odeurs	Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 2.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
6	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 6.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Confinement des déversements et pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 6.1.6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 26/11/2024, article 6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Nature de la compensation	Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 4.1	Sans objet
3	Suivi des mesures	Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 4.2	Sans objet
4	Justification de la mise en œuvre des mesures	Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 4.3	Sans objet
5	Plantation de haies	Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 5.3	Sans objet
9	Aménagement de prescription - Rubrique 2662	Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 8.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	- Nouveau bâtiment de stockage		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de relever plusieurs non conformités.

En particulier, l'organisation du stockages des matières plastiques n'était pas conforme au plan des stockages du dossier de demande d'autorisation. Notamment, environ 2300 big-bags, soit environ 1900 tonnes de matière plastique étaient entreposés sur environ 7000 m² dans le secteur nord-ouest, secteur qui devait accueillir les îlots 7 et 8 sur 1400m².

Cette situation s'est écartée de celle prise en compte dans le scénario 3 de l'étude des dangers du site et remet en cause ses conclusions.

Concernant la mise en œuvre des mesures compensatoires à la destruction de la zone humide, il a été constaté que l'exploitant avait réalisé les travaux au printemps 2024 par anticipation. Le terrain avait été décaissé sur une zone correspondant à l'emprise de la zone humide à créer. Les extrémités de cette zone ont été surcreusées pour créer les deux mares prévues.

En revanche, il n'avait pas établi le bilan de la mise en œuvre des mesures ni défini le plan de gestion de la zone humide créée.

L'exploitant ne disposait pas de plan topographique de l'aménagement permettant de confirmer l'atteinte des profondeurs prévues.

L'observation visuelle laisse à penser que ce n'est pas le cas pour les deux mares. La mare située côté Est semble au même niveau que le chemin situé le long de la parcelle. Par ailleurs, les saules n'ont pas été plantés.

Les travaux sont à compléter avant le 18 mai 2025.

Le bilan de la mise en œuvre des mesures et le plan de gestion de la zone humide créée devront être adressés à l'inspection des installations classées aux échéances prévues et rappelées dans les fiches de constats correspondantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre signalements Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique. Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte. L'exploitant doit informer les communes situées dans un rayon de 2 km des limites du site de l'existence de ce registre.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un outil de recueil des plaintes et demandes. Une fiche "fait marquant" est créée pour la gestion de l'événement. Aucun signalement de nuisances odorantes ne lui a été remonté dernièrement.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir informé les communes riveraines de l'existence de cet outil. Il s'agit d'une non conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant informera les communes riveraines de l'existence de cet outil dans un délai de 2 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Nature de la compensation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Compensation zone humide</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant crée, sur les parcelles cadastrées section AH n°43 à 59 et 93, une zone humide d'une surface de 3000 m², conformément au plan figurant en annexe 2 du présent arrêté et comportant les aménagements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • décaissement de la zone sur 50 cm de profondeur ; • plantation de saules • creusement de deux mares d'un mètre de profondeur, dont les berges sont aménagées en pente douce. <p>Ces aménagements s'ajoutent au décaissement de 736 m² déjà réalisé sur la parcelle. L'exploitant est responsable de cette compensation pendant toute la durée des impacts de l'aménagement. Cette mesure est mise en œuvre au plus tard 6 mois après la date de notification du présent arrêté. L'exploitant adresse le plan d'exécution des travaux, comprenant notamment l'emplacement des mares, à l'inspection des installations classées au plus tard 1 mois avant réalisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a pu être constaté que l'exploitant avait décaissé les terrains sur une zone correspondant à l'emprise de la zone humide à créer. Les extrémités de cette zone ont été surcreusées pour créer les deux mares prévues. L'exploitant a indiqué que les travaux ont été réalisés par anticipation au printemps 2024.</p> <p>L'exploitant ne disposait pas de plan topographique de l'aménagement permettant de confirmer l'atteinte des profondeurs prévues.</p>

<p>L'observation visuelle laisse à penser que ce n'est pas le cas pour les deux mares. La mare située côté Est semble au même niveau que le chemin situé le long de la parcelle.</p> <p>Par ailleurs, les saules n'ont pas été plantés.</p> <p>La prescription n'est que partiellement observée à ce jour mais l'exploitant a jusqu'au 18 avril 2025 pour envoyer le plan d'exécution et jusqu'au 18 mai 2025 pour compléter les travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Suivi des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 4.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Compensation zone humide</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant définit un plan de gestion du site comprenant les objectifs de compensation à atteindre ainsi que les moyens mis en œuvre en ce sens. Il prévoit également le suivi de l'évolution de la zone par un écologue, réalisé à minima aux années n+1, n+2, n+3, n+5 et n+10, et comprenant:</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'analyse de la composition floristique de la parcelle, avec production d'une cartographie globale des zones à dominante hygrophile ; • un inventaire des espèces présentes sur le site (oiseaux, mammifères, papillons de jour, odonates, reptiles et amphibiens) ; • un état de l'hydromorphie des sols permettant d'apprécier l'alimentation de la zone et la bonne répartition de l'eau. Les résultats de ces investigations sont analysés au regard des inventaires des années précédentes ainsi que de l'état initial. <p>Ce plan de gestion est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 1 mois avant l'achèvement de la mise en œuvre de la mesure compensatoire prévue à l'article 4.1.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'avait pas défini de plan de gestion de la zone humide.</p> <p>Les travaux engagés devant être complétés avant le 18 mai 2025, la transmission du plan de gestion est attendue le 18 avril au plus tard.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Justification de la mise en œuvre des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 4.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Compensation zone humide</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai d'un mois après l'achèvement des mesures compensatoires, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires. Le cas échéant, ce rapport présente, en les justifiant, toute modification survenue dans l'aménagement de la zone de compensation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des</p>

mesures compensatoires.
Constats : L'exploitant ne disposait pas du bilan de la mise en œuvre des mesures compensatoires réalisées. Les travaux engagés devant être complétés avant le 18 mai 2025, le bilan de la mise en œuvre des mesures compensatoires est attendu le 18 juin 2025 au plus tard. Ce bilan est nécessaire pour apprécier la conformité des travaux réalisés avec ceux prescrits.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées le bilan de la mise en œuvre des mesures compensatoires qui reste à réaliser. Le bilan sera accompagné d'un plan topographique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plantation de haies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 5.3
Thème(s) : Autre, Insertion paysagère
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage. Notamment, il réalise un merlon végétalisé le long de la RD 906 en prolongement de celui existant et en limite nord-ouest du site. Cet aménagement est à réaliser au printemps 2025 au plus tard. Les essences des arbres et des arbustes employées sont des essences locales favorable à la biodiversité en alternant arbres de haut jet et végétation arbustive (charme, érable champêtre, noisetier, fusain d'Europe, ...). Les haies hautes sont préférables avec un entretien réalisé entre le 1er septembre et le 15 mars.
Constats : L'exploitant doit planter la haie au printemps 2025. L'exploitant a indiqué attendre un devis courant décembre. L'attention de l'exploitant est attirée sur les exigences de la prescription en matière d'essences à planter.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant communiquera le bon de commande de la prestation à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 6.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones stockages sont organisées conformément au plan et à la liste des stockages figurant en annexe 4 du présent arrêté. Hormis les bennes 42 et 43, les stockages extérieurs seront maintenus à plus de 10 m des bâtiments.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'organisation des stockages n'était pas conforme au plan des stockages du dossier de demande d'autorisation repris à l'annexe 4 de l'arrêté d'autorisation, certains stockages extérieurs étaient situés à moins de 10 mètres des bâtiments. <p>Notamment, environ 2300 big-bags, soit environ 1900 tonnes de matière plastique étaient entreposés sur environ 7000 m² dans le secteur nord-ouest, secteur qui devait accueillir les îlots 7 et 8 sur 1400 m².</p> <p>Cette situation s'est écartée de celle prise en compte dans le scénario 3 de l'étude des dangers du site et remet en cause ses conclusions qui indiquaient qu'il n'était pas nécessaire de mettre en place des mesures complémentaires (pour limiter les conséquences d'un incendie) dans la mesure où :</p> <ul style="list-style-type: none"> les flux thermiques de 8,5 et 3 kW/m² ne sortaient pas du site, il n'y a pas d'effet domino car le flux de 8 kW/m² ne touchait aucun stockage de matières combustibles. <p>La présence de stockage à moins de 10 mètres des bâtiments a été constatée, notamment entre le bâtiment de tri et le bâtiment de production et à l'arrière de casiers de stockage.</p> <p>La prescription n'est pas respectée. Il s'agit d'une non-conformité.</p> <p>L'exploitant a expliqué ces dépassements par une demande de traitement des déchets plastiques soutenue alors que la vente des granulés de plastiques recyclés était freinée en raison de la concurrence avec les granulés de plastiques neufs de pays asiatiques. D'où une accumulation des granulés plastiques recyclés sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant organisera ses stockages conformément au plan annexé à l'arrêté d'autorisation. Il veillera à ne placer aucun stock à moins de 10m des bâtiments.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Confinement des déversements et pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 6.1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Le volume minimum nécessaire pour le confinement des eaux d'incendie est de 1550 m³.

L'exploitant doit être en mesure de justifier de la disponibilité de ce volume. Ces eaux peuvent être confinées dans le bassin de récupération des eaux pluviales de 3000 m³ qui doit disposer d'un volume disponible en permanence de 1550 m³. Le bassin est muni d'un système d'obturation fermé en permanence.

Les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie qui ne peuvent pas être dirigées gravitairement vers le bassin de 3000 m³ sont confinées sur les voiries et réseaux du site dont les exutoires sont munis d'une vanne d'isolement signalées par un panneau visible en permanence, pouvant être actionnées en toutes circonstances, localement ou à partir d'un poste de commande.

Une procédure est mise en place pour définir les interventions à réaliser en cas d'incendie ou de pollution.

L'exploitant doit être en mesure de justifier de la disponibilité du volume nécessaire aux confinements des eaux qui ne peuvent pas être dirigées gravitairement vers le bassin de 3000 m³.

Constats :

D'après les plans fournis par l'exploitant, la plupart des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie sont dirigées gravitairement vers le bassin de confinement.

D'après le plan de coupe du bassin, actualisé le 11/05/2022, le volume maximal disponible pour confiner les eaux est de 1993m³. Il est cependant nécessaire de maintenir le système d'obturation ouvert pour que les eaux pluviales puissent s'évacuer et rendre ce volume disponible, ce qui était le cas le jour de la visite. Sur ce point la prescription prévoyant sa fermeture permanente n'est pas adaptée.

Les eaux susceptibles de s'écouler dans la partie sud est du site ne peuvent pas être dirigées gravitairement vers le bassin. Lors de la fermeture des vannes en place aux 2 points de rejet des eaux pluviales de ces secteurs, l'eau s'accumulerait dans les réseaux ainsi que les voirie et parking. Des pompes de refoulement situées dans le regard doivent renvoyer les eaux dans le réseau des eaux pluviales aboutissant au bassin.

L'exploitant a produit un document comportant :

- un plan où figurent les zones (voirie, parking...) où s'accumuleraient les eaux,
- une feuille de calcul des volumes de rétention obtenus.

L'examen de ce document appelle les remarques suivantes:

- le plan ne comporte pas de légende,
- le document ne comporte pas de notice explicative,
- le choix de la côte du plan horizontal n'est pas explicité/justifié,
- les volumes de confinement obtenus ne sont pas comparés au volume des eaux à confiner dans ce secteur,
- le plan laisse à penser que les eaux pourraient sortir par l'entrée PL,
- une branche du réseau des eaux pluviales située dans l'angle nord se raccorde au réseau EP après

la vanne de confinement, les eaux y transitant ne seraient pas confinées.

En conséquence, l'inspection considère que l'exploitant n'a pas suffisamment justifié la disponibilité du volume nécessaire au confinement des eaux qui ne peuvent pas être dirigées gravitairement vers le bassin.

Il est considéré que la prescription n'est pas respectée sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2024, article 6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et précisés comme ci-après :

- un système d'extinction automatique d'incendie équipant l'ensemble des bâtiments adapté aux produits présents et alimenté par une cuve de 650 m³ ;
- un système de détection automatique par caméras thermiques équipant les bâtiments et les aires extérieurs de stockage de déchets ou matières combustibles et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires
- une alarme incendie.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des postes incendie additivé (PIA) dont l'agent extincteur est adapté à l'extinction des matières plastiques, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.

L'exploitant doit assurer la défense extérieure contre l'incendie (DECI) par un débit minimum de 270 m³/h pendant deux heures, par la présence de poteaux d'incendie normalisés de 100 mm (NF S 62-200) au débit unitaire requis de 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar minimum, et/ou des poteaux d'incendie normalisés de 150 mm (NF S 62-200) au débit unitaire requis de 120 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar minimum, placés en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessible en toutes circonstances.

Ceux-ci sont implantés de telle sorte que tous les stockages et risques à défendre sont à moins de 200 m d'un point d'eau (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).

Ils sont positionnés, dans la mesure du possible, de telle sorte que l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir ne puisse excéder 5 kW/m².

Chaque nouveau point d'eau incendie, public ou privé, devra faire l'objet d'une visite de réception, avant ouverture, par le maître d'ouvrage ou l'installateur, avec rédaction d'une fiche de liaison à demander auprès du service planification prévision du SDIS 71.

Les moyens de luttés contre l'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement, conformément aux référentiels reconnus

Constats :

Détection - Alarme incendie

Le site est équipé un système de détection automatique par caméras thermiques. Il est également doté de caméras de vidéosurveillance.

L'exploitant a fourni le plan de leur implantation.

Les détecteurs thermiques sont situés dans les bâtiments à proximité des machines pouvant monter en température.

L'exploitant a indiqué qu'en cas de détection, la société de surveillance appelait la personne désignée de l'établissement qui devait contacter les services de secours après levée de doute, si nécessaire.

Il est constaté que le nouveau bâtiment de stockage et l'aire extérieure de stockage située à l'extrémité ouest du site ne disposent pas de caméra thermique.

Il est demandé à l'exploitant de justifier de la bonne surveillance par un système de détection automatique dans le nouveau bâtiment de stockage et au niveau de l'aire de stockage extérieure située au nord ouest du site, malgré l'absence de caméra dans ces 2 zones. A défaut, il justifiera de l'installation d'un système de détection automatique dans ces 2 zones.

L'établissement est doté d'une alarme incendie pouvant être déclenchée manuellement. Il est demandé à l'exploitant de préciser si l'alarme peut se déclencher de manière automatique et dans quelles situations, précisions qui n'ont pu être obtenues lors de l'inspection.

Moyens d'extinction

L'établissement est doté :

- d'un système d'extinction automatique d'incendie type sprinkler pour protéger les bâtiments. D'après le contrat de maintenance, la réserve d'eau est de 661 m³.
- d'extincteurs et de 13 postes incendie additivé (PIA),
- de poteaux d'incendie (PI), dont un implanté dans le cadre de l'extension du site à moins de 200 mètres de la zone de stockage située à l'ouest du site. L'exploitant a fourni un rapport d'essai et la fiche de liaison établis le 04/03/2024 par l'installateur. L'inspection note que la vérification hydraulique ne semble pas avoir été réalisée conformément à la

norme NF S 62 200 (pas de mesure du débit à 1 bar). La pression mesurée pour un débit de 100 m³/h est de 9,5 bars.

Trois autres PI implantés sur le domaine public se situent moins de 120 mètres de l'établissement : n°43, n°45 de 100 mm et n°44 de 150mm. Le débit total susceptible d'être fourni est de 3x 60 + 1x120, soit 300 m³/h pour les 270 m³/h demandés. La disponibilité réelle de ce débit doit être validée par un essai de fonctionnement des poteaux en simultané.

De plus, Il a été constaté que des big-bags de matières plastiques étaient stockés au-delà de l'aire prévue à cet effet (voir fiche de constat n° 6) et à proximité du nouveau PI. Il n'est donc pas garanti que le flux thermique atteint au niveau du PI en cas d'incendie de ce stockage soit inférieur à 5 kW/m².

Entretiens/vérifications :

Sprinklage :

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu fournir de certificat d'achèvement des travaux (ou document équivalent) normalement délivré par l'installateur et attestant de la conformité du système au référentiel utilisé. A fournir.

Il a indiqué qu'un prestataire spécialisé assurait des contrôles hebdomadaires et semestriels. Le programme de maintenance et de vérification (sprinkler et PIA) a été produit. L'inspection note que la version fournie n'est pas datée par le prestataire et que le programme n'inclut pas la visite triennale. A fournir.

La fiche du dernier contrôle semestriel mentionnait un contrôle initial réalisé en juin 2022 dont le compte-rendu n'a pas pu être consulté. A fournir.

PIA : Les PIA sont raccordés à la source eau du sprinkler.

Le procès-verbal d'installation (ou document équivalent) attestant de la conformité du système au référentiel utilisé n'a pas été produit lors de l'inspection.

L'exploitant a présenté le contrat de maintenance et de vérification (voir ci-dessus). Il ne prévoit

que la visite annuelle.

L'exploitant assure une vérification mensuelle au moyen d'une check-list interne commune à plusieurs sites. Il a été constaté que la check-list n'est pas totalement adaptée à l'installation du site de Fragnes qui est sous air. Le test de bon fonctionnement décrit ne pouvant être fait dans ce cas.

Compte-tenu de l'absence de document attestant de la conformité de l'installation du sprinklage et des PIA, il est considéré que la prescription n'est que partiellement respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant

- de fournir les documents attestant de la conformité de l'installation du sprinklage et des PIA,
- de fournir le résultat d'essais en simultané des poteaux incendie devant participer à la défense incendie du site,
- de justifier de la bonne surveillance par un système de détection automatique dans le nouveau bâtiment de stockage et au niveau de l'aire de stockage extérieure située au nord ouest du site, malgré l'absence de caméra dans ces 2 zones. A défaut, il justifiera de l'installation d'un système de détection automatique dans ces 2 zones.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Aménagement de prescription - Rubrique 2662 - Nouveau bâtiment de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 8.4

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

En lieu et place des dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2662, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

- le bâtiment de stockage de matières plastiques dénommé « ilot n°10 » dans l'étude des dangers du dossier de demande d'autorisation est implanté à 13 mètres des limites de propriété. La quantité maximale pouvant être stockée est de 3040 m³, soit 1976 tonnes de matière plastiques en big-bag.

Constats :

Le nouveau bâtiment de stockage de matières plastiques est situé à environ 13 mètres des limites de propriété.

Il a été constaté la présence d'environ 1480 m³ de granulés plastiques (740 big-bags de 2 m³), soit

environ 1000 tonnes.
La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite